

Unité départementale du Rhône
63 avenue Roger Salengro
69100 VILLEURBANNE

Villeurbanne, le 31/08/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/06/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

Société CSL

**La Petite Craz
CD 147**

69720 SAINT LAURENT DE MURE

Références : UDR-SSDAS-22-178-YG

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/06/2022 dans l'établissement CSL implanté au lieu-dit « la petite Craz » 69720 SAINT LAURENT DE MURE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CSL
- lieu dit « La Petite Craz » 69720 SAINT LAURENT DE MURE
- Code AIOT dans GUN : 0006101466
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

La société CSL exploite sur la commune de SAINT LAURENT DE MURE, une carrière de roches alluvionnaires .

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Plan de gestion des déchets d'extraction-Action nationale 2022
- Eau
- Modification de la remise en État

Principale(s) installations contrôlées:

Carreau d'exploitation, zone de stockage des déchets d'extractions.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet de propositions de suites administratives

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avait(ent) été donnée(s)	Autre information
Distances limites et zones de protection	Arrêté préfectoral du 28 juin 2012 – Article 7.5	/	Mise en demeure
Eaux souterraines	Arrêté préfectoral du 28 juin 2012 – Article 11.3.4	/	Lettre de suite préfectorale
Garanties Financières	Arrêté préfectoral du 28 juin 2012 – Article 22	/	Lettre de suite préfectorale
Mise à jour et transmission du PGD	Arrêté Ministériel du 22/09/1994 article 16 bis	/	Lettre de suite préfectorale
Remblayage par des déchets inertes externes	Arrêté Ministériel du 31/05/2021 article 6	/	Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Registres et plans	Arrêté préfectoral du 28 juin 2012 – Article 7.6	/	Lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
PGD – Caractère inerte des déchets	Arrêté Ministériel du 22/09/1994 Annexe I > 1	/	Transmission sous 2 mois à compter de la réception du présent rapport

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Plan de gestion des déchets (PGD) : Déchets concernés	Arrêté Ministériel du 22/09/1994 article 1	/	/
Plan de gestion des déchets (PGD) - contenu	Arrêté Ministériel du 22/09/1994 article 16 bis	/	/

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'Inspection constate que le Plan de Gestion des Déchets issu de l'extraction est rédigé et mis en œuvre par l'exploitant.

Toutefois, elle note également des points à améliorer concernant la transmission de ce dernier et le respect de l'ensemble des dispositions de l'article 16 bis de l'arrêté du 22/09/1994.

Le registre des terres excavées entrantes est à compléter sur la partie origine des terres.

L'inspection rappelle à l'exploitant que le document renouvelant les garanties financières est à transmettre 6 mois avant l'échéance de ces dernières.

L'exploitant transmettra également le justificatif de remis en état du piézomètre 6.

L'exploitant devra transmettre à l'inspection, le dernier plan d'exploitation à jour.

Enfin l'inspection rappelle à l'exploitant que le glissement de terrain initié par l'incident de l'installation Lyons Agglos, comme tout accident ou incident susceptible de porter atteinte aux intérêts visés à l'article L. 511-1 du Code de l'Environnement, aurait dû être signalé immédiatement à l'inspecteur des installations classées.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Registres et plans

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 28 juin 2012 – Article 7.6
Thème(s) : Plan d'exploitation
Prescriptions contrôlées : Art. 7.6. Il est établi un plan d'échelle adaptée à la superficie de l'exploitation. Ce plan est mis à jour au moins une fois par an par l'exploitant et envoyé à l'inspection des installations classées. Sur ce plan sont reportées [...]
Constats: Lors de l'inspection, l'exploitant a remis à l'IIC un plan d'exploitation en date de juillet 2021. A posteriori de l'inspection, l'exploitant a confirmé par mail du 10 août 2022 que l'incident ayant conduit au glissement de terrain a eu lieu le 15 octobre 2019. Or le glissement de terrain n'apparaît pas sur le plan remis à l'inspection des installations classées en inspection.
Type de suites proposées : avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale L'exploitant transmet un plan d'exploitation à jour sous 2 mois. Il veillera à établir ultérieurement des plans d'exploitation en adéquation avec la réalité du terrain.

Nom du point de contrôle: Distances limites et zones de protection

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 28 juin 2012– Article 7.5
Thème(s) : Accès aux zones dangereuses
Prescription contrôlée : L'accès aux zones dangereuses des travaux d'exploitation est interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent et le danger est signalé par des pancartes. Le bord de l'excavation est maintenu à une distance horizontale telle que la stabilité des terrains avoisinants et du chemin traversant le site ne soit pas compromise avec un minimum de 10 mètres.
Constats: Durant l'inspection, un glissement de terrain a été constaté au nord du site , en limite de propriété avec le site de l'entreprise Lyon Agglos. Le glissement de terrain, est consécutif à une rupture de canalisation du réseau de collecte des eaux pluviales du parking du site voisin. Cet incident n'a pas été déclaré par l'exploitant du site sur lequel il est survenu. De plus, l'exploitant de la carrière n'a pas informé l'Inspection des installations classées cet incident. L'ensemble de la bande des 10 m a disparu sur une partie du périmètre.
Type de suites proposées : avec suites
Proposition de suites: Mise en demeure Sous un délai de trois mois, l'exploitant propose les modalités de reconstitution de la bande des 10 mètres et transmet à l'inspecteur des installations classées les justificatifs et modes de preuves garantissant la sécurisation du périmètre.

Nom du point de contrôle : Eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 28 juin 2012 – Article 11.3.4
Thème(s) : Équipement de tous les ouvrages de suivi
Prescriptions contrôlées : [...] Un capot de fermeture ou tout autre dispositif de fermeture équivalent est installé sur la tête de l'ouvrage de suivi. En dehors des périodes d'intervention, l'accès à l'intérieur est interdit par un dispositif de sécurité. Ce capot comporte, marqué avec une peinture indélébile, le numéro de piézomètre. Celui-ci est à minima le numéro attribué par la Banque de données du sous-sol (BSS) [...]
Constats: Le piézomètre de suivi N°6 ne possède par de capot de fermeture. Le numéro d'identification est , en outre

partiellement effacé.
Type de suites proposées : avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale L'exploitant veille à remettre en place le dispositif de fermeture sous 2 mois. L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de procéder à la réfection du marquage de ce piézomètre. L'exploitant effectue également le contrôle de l'ensemble de ses piézomètres et, le cas échéant, procèdera au renouvellement du marquage de ces derniers. Délai 2 mois.

Nom du point de contrôle : Garanties Financières

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 28 juin 2012 – Article 22
Thème(s) : Renouvellement des garanties financières
Prescription contrôlée : L'exploitant adresse au préfet le document établissant le renouvellement des garanties financières [...] 6 mois au moins avant le terme de chaque échéance.
Constats: Le dernier document transmis arrive à échéance le 31 Juillet 2022.
Type de suites proposées : avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale L'exploitant transmet au Préfet du Rhône, dans un délai de deux mois, le document attestant du renouvellement de ses garanties financières.

Nom du point de contrôle: Plan de gestion des déchets (PGD) : Déchets concernés

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994 article 1
Thème(s) : Actions nationales 2022, Durée de stockage des déchets d'extraction
Prescription contrôlée : Ne sont pas concernés par le plan de gestion des déchets (PGD) : - les déchets replacés dans les trous d'excavation à des fins de remise en état ou à des fins de construction liées au processus d'extraction des minéraux, telles que la création de voies d'accès pour des machines, de rampes de roulage, de cloisons, de merlons ou de bermes ; - les déchets dangereux stockés < 6 mois - les déchets non inertes non dangereux stockés < 1 an - les déchets inertes, les déchets non dangereux et les terres non polluées stockées < 3 ans
Constats: Les déchets stockés ne sont pas dangereux. Ce sont essentiellement des produits de scalpage, des boues de décantation, des boues de curage et des produits d'altération impropres à l'extraction issues de l'exploitation de la carrière.
Type de suites proposées : sans suites
Proposition de suites : sans objet

Nom du point de contrôle : PGD – Caractère inerte des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994 Annexe I > 1
Thème(s) : Actions nationales 2022, Vérification du caractère « inerte » des déchets d'extraction
Prescription contrôlée : Caractérisation de l'inertie des déchets : annexe I de l'AM du 22/09/1994 et circulaire du 22/08/2011

<p>Annexe I>1 :</p> <p>a) pas de désintégration ni dissolution, de nature à produire des effets néfastes sur l'environnement ou la santé humaine ;</p> <p>b) teneur maximale en soufre sous forme de sulfure $\leq 0,1 \%$, ou déchets avec teneur maximale en soufre sous forme de sulfure $\leq 1 \%$ et le ratio de neutralisation >3, (essai statique prEN 15875) ;</p> <p>c) pas de risque d'autocombustion et pas inflammables ;</p> <p>d) teneur en métaux (As, Cd, Co, Cr, Cu, Hg, Mo, Ni, Pb, V et Zn) suffisamment faible ;</p> <p>e) pratiquement pas de produits, utilisés pour l'extraction ou pour le traitement, qui sont susceptibles de nuire à l'environnement ou à la santé humaine – exemple : floculants (inertes si monomère $< 0,1 \%$ dans polyacrylamide) .</p> <p>Des déchets peuvent être considérés comme inertes sans qu'il soit procédé à des essais spécifiques dès lors qu'ils sont listés dans la circulaire du 22/08/2011.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les déchets stockés proviennent des terres de découverte. Il n'y a pas eu d'activité anthropique sur le site. Les stériles de découverte font partie de la liste des déchets inertes dispensés de caractérisation de la circulaire du 22/08/2011.</p>
<p>Type de suites proposées : susceptible de suites</p>
<p>Proposition de suites :</p> <p>Sous un délai de 2 mois, l'exploitant procède dans son plan de gestion à la caractérisation du caractère inerte des déchets d'extraction conformément à la circulaire du 22/08/2011.</p>

Nom du point de contrôle : Plan de gestion des déchets (PGD) - contenu

Référence réglementaire: Arrêté Ministériel du 22/09/1994 article 16 bis
Thème(s) :Actions nationales 2022, PGD
<p>Prescriptions contrôlées :</p> <p>L'exploitant doit établir un plan de gestion des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière. Ce plan est établi avant le début de l'exploitation, et a pour objectif de réduire la quantité de déchets en favorisant la valorisation matière, et de minimiser les effets nocifs en tenant compte de la gestion des déchets dès la phase de conception et lors du choix de la méthode d'extraction et de traitement des minéraux.</p> <p>Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation ; - le lieu d'implantation envisagé pour l'installation de gestion des déchets et les autres lieux possibles ; - la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis ; - en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement ; - la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets ; - le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de la zone de stockage de déchets ; - les procédures de contrôle et de surveillance proposées ; - en tant que de besoin, les mesures de prévention de la détérioration de la qualité de l'eau et en vue de prévenir ou de réduire au minimum la pollution de l'air et du sol ; - une étude de l'état du terrain de la zone de stockage susceptible de subir des dommages dus à la zone de stockage de déchets.
<p>Constats:</p> <p>Le plan de gestion des déchets inertes et des terres non polluées est effectif et a été présenté à l'inspection des installations classées lors de la visite. Le document ne reprend pas l'ensemble des points listés à l'article 16 bis et notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> -le lieu d'implantation envisagé pour l'installation de gestion des déchets et les autres lieux possibles ; -le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de la zone de stockage de déchets ;
Type de suites proposées : avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Sous un délai de 2 mois, l'exploitant transmet au préfet du Rhône son PGD mis à jour et intégrant la l'ensemble des dispositions de l'article 16 bis sous 2 mois.

Nom du point de contrôle : Mise à jour et transmission du PGD

Référence réglementaire: Arrêté Ministériel du 22/09/1994 article 16 bis
Thème(s) :Actions nationales 2022, mise à jour du PGD
Prescriptions contrôlées : Le plan de gestion est révisé par l'exploitant tous les cinq ans et dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan. Le plan de gestion est transmis au préfet.
Constats: Le plan de gestion a été présenté lors de l'inspection. La nécessité de maintenir à jour ce document, en cohérence avec le plan d'exploitation du site a été rappelée à l'exploitant. Toutefois le plan n'est pas daté et ce dernier n'avait pas été transmis à l'inspection des installations classées. Le plan doit être révisé tous les 5 ans.
Type de suites proposées: avec suites
Proposition de suites: Lettre de suite préfectorale L'exploitant transmet au préfet du Rhône son PGD mis à jour et intégrant l'ensemble des dispositions de l'article 16 bis sous 2 mois.

Nom du point de contrôle : Remblayage par des déchets inertes externes

Référence réglementaire: Arrêté Ministériel du 31/05/2021 article 6
Thème(s) :Actions nationales 2022, Contenu du registre concernant les déchets, terres excavées et sédiments
Prescriptions contrôlées : Les personnes effectuant un transit, un regroupement ou un traitement de terres excavées et sédiments ayant ou non le statut de déchet, y compris les personnes les valorisant, notamment en remblayage, établissent et tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les lots de terres excavées et sédiments entrants. Le registre des terres excavées et sédiments entrants contient au moins, pour chaque lot entrant, les informations suivantes : <ul style="list-style-type: none">- la date de réception- la nature et la quantité des apports- l'origine des apports (producteur, SIRET, référence cadastrale du terrain)- le traitement effectué (recyclage, valorisation par remblayage...)
Constats: Le registre des déchets entrants terres a été présenté lors de l'inspection. Ce registre reprend l'ensemble des informations prévues. Toutefois, le siret et la référence cadastrale du terrain n'apparaissent pas dans ce dernier.
Type de suites proposées: avec suites
Proposition de suites: Lettre de suite préfectorale L'exploitant complètera son registre avec les informations précises relatives à l'origine des apports sous 2 mois.